



*Présidence française de l'Union Européenne
French Presidency of the European Union*



ASSEMBLEE GENERALE

Séance plénière de haut niveau
consacrée à l'examen à mi-parcours du Programme d'action
d'Almaty

New York, le 2 octobre 2008
(Vérifier au prononcé)

**Intervention prononcée par M. Philippe DELACROIX
Secrétaire général de la Présidence française de
l'Union Européenne**

GENERAL ASSEMBLY

High-level plenary meeting devoted to the midterm review
of the Almaty

New York, October 2, 2008
(Check upon delivery)

**Statement delivered by Mr. Philippe DELACROIX
European Union Presidency Coordinator**

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne.

L'ancienne République yougoslave de Macédoine*, pays candidat, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro et la Serbie, pays du processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels, ainsi que l'Ukraine, la République de Moldavie et l'Arménie se rallient à la présente déclaration.

Permettez-moi, tout d'abord, de remercier le Secrétaire général, le Président de l'Assemblée générale et le Haut représentant pour les PMA, les pays en développement sans littoral et les Petits Etats Insulaires en Développement, pour l'organisation de cette séance plénière de haut niveau consacrée à l'examen à mi-parcours du Programme d'action d'Almaty. L'Union européenne tient également à remercier S.E.M. Takasu, Ambassadeur du Japon, pour avoir facilité les négociations du document final qui se sont achevées le mois dernier. Je remercie également le Secrétaire général pour son dernier rapport.

Le Programme d'action d'Almaty repose sur un partenariat entre pays enclavés, pays de transit et partenaires du développement. C'est pourquoi l'Union européenne souhaite réaffirmer devant vous son engagement en faveur de la promotion et de la mise en œuvre des priorités mises en avant dans le Programme d'Action d'Almaty.

L'Union européenne est satisfaite du document final qui est équilibré, complet et débouche sur des recommandations concrètes dans le cadre déjà fixé par le Programme d'action d'Almaty.

Avant d'insister sur quelques points qui paraissent essentiels à l'Union européenne pour assurer le développement des pays enclavés et en transit, laissez-moi d'abord vous exprimer la satisfaction de l'Union européenne sur les progrès réalisés depuis cinq ans. Les pays enclavés en développement ont enregistré, de manière globale, des hausses de PNB et d'investissement direct. Pour nombre d'entre eux, ces progrès sont très encourageants.

J'insisterai en particulier sur trois points :

1/ Les infrastructures

Les pays en développement sans littoral subissent des contraintes importantes liées au problème de développement et de maintenance des infrastructures.

L'Union européenne, dans ce domaine, joue un rôle-clé, fournissant une assistance financière et technique pour le développement des infrastructures de transport, des télécommunications, de l'énergie et de l'eau. L'Union européenne a approuvé l'an dernier le Partenariat UE-Afrique sur les infrastructures dans le but d'appuyer les programmes favorisant l'interconnectivité en Afrique.

* l'ancienne République yougoslave de Macédoine continue à participer au processus de stabilisation et d'association

L'aide publique au développement a naturellement un rôle important à jouer pour remédier au manque d'infrastructures. Cependant, le secteur privé a également un rôle décisif dans le financement de ces infrastructures, que ce soit dans les pays enclavés ou en transit. A cet égard, favoriser les partenariats public-privé, en contribuant notamment à créer un environnement favorable aux investissements, est essentiel.

2/ L'essor du commerce

Ces investissements dans le domaine des infrastructures facilitent l'essor du commerce. Celui-ci ne doit pas être freiné par des obstacles douaniers. L'abaissement des barrières douanières, mais aussi la modernisation des procédures douanières existantes, encouragent naturellement les échanges. Les pays enclavés et en transit doivent travailler ensemble, de façon que la bureaucratie ne vienne pas freiner les échanges et les investissements. Rappelons, comme l'a signalé la Banque mondiale, qu'un quart seulement des retards dans les échanges de biens sont attribuables à la mauvaise qualité des infrastructures, et que la paperasserie, les inspections, les formalités douanières, en un mot toutes les contraintes réglementaires, sont la cause principale des retards.

C'est ainsi que l'Union européenne finance plusieurs projets dans les pays en développement sans littoral dans le domaine de la modernisation des douanes.

L'Union européenne est également l'un des principaux partenaires commerciaux du groupe des pays en développement sans littoral. Dans ce cadre, elle finance plusieurs projets dans les pays en développement sans littoral dans le domaine de la facilitation du commerce.

3/ L'intégration régionale

Enfin le développement de ces pays passe par la coopération et l'intégration régionales. Notons que les pays en développement sans littoral et en transit appartenant à des organisations régionales dynamiques attirent davantage d'investissements directs à l'étranger et s'intègrent de manière plus efficace aux réseaux régionaux d'infrastructure de transport de transit. L'Union européenne constitue un exemple d'intégration régionale qui a contribué à l'essor économique de plusieurs de ses Etats membres enclavés. D'autres exemples, ceux de la CEDEAO ou de la Région du Grand Mékong, démontrent l'intérêt de renforcer ce niveau de coopération.

Monsieur le Président,

Pour mettre en œuvre ces points, l'Union européenne assumera sa part de l'effort. Mais les pays enclavés et en transit ont la responsabilité première de leur développement. Pour cela, qu'ils s'unissent pour travailler ensemble à leur développement commun. Cette responsabilité, ils entendent l'assumer, comme en témoigne la déclaration que nous nous apprêtons à adopter.

Je vous remercie.

Mr. President,

I am honoured to speak on behalf of the European Union.

The Candidate Country, the former Yugoslav Republic of Macedonia*, the Countries of the Stabilisation and Association Process and potential candidates Albania, Bosnia and Herzegovina, Montenegro, Serbia, as well as Ukraine, the Republic of Moldova, Armenia, align themselves with this declaration.

First, please allow me to thank the Secretary-General, the President of the General Assembly and the High Representative for the LDCs, the Landlocked Developing Countries and the Small Island Developing States (SIDS) for organizing this plenary session devoted to the mid-term review of the Almaty Programme of Action. The European Union would also like to thank H.E. Mister Takasu, Ambassador of Japan, for facilitating negotiations of the final document, which were concluded last month. I would also like to thank the Secretary-General for his most recent report.

The Almaty Programme of Action is built upon a partnership among landlocked and transit countries, as well as development partners. This is why the European Union would like to reaffirm its commitment to promoting and implementing the priorities set forth in the Almaty Programme of Action in your presence.

The European Union is satisfied with the final document, which is balanced, comprehensive and will lead to concrete recommendations within the framework already established by the Almaty Programme of Action.

Before emphasizing a few points that seem essential to the European Union to ensure development in landlocked and transit countries, please allow me to first express the EU's satisfaction with the progress achieved over the past five years. Generally speaking, landlocked developing countries have been showing higher GNP and FDI. For many of these countries, this progress is most encouraging.

In particular, I would like to stress three points:

1/ Infrastructure

Landlocked developing countries are subject to major constraints related to development and infrastructure maintenance problems.

In this area, the European Union plays a key role by providing financial and technical assistance for developing transport, telecommunications, energy and water infrastructures. Last year, The European Union endorsed the EU-Africa Infrastructure Partnership with the aim of promoting interconnectivity in Africa.

* *the former Yugoslav Republic of Macedonia continues to be part of the Stabilisation and Association Process.*

Official Development Assistance naturally plays an important role in remedying the lack of infrastructure. However, the private sector also plays a decisive role in financing this infrastructure, whether it be in landlocked or transit countries. In this respect, promoting public-private partnerships, especially by creating an investment-friendly environment, is essential.

2/ Trade expansion

These infrastructure investments facilitate trade expansion. Customs bottlenecks must not slow expanding trade. Lowering customs barriers and modernizing existing customs procedures naturally encourages trade. Landlocked and transit countries should work together to ensure that red tape does not hinder trade and investment. As the World Bank has pointed out, the EU recalls that only a quarter of delays in the exchange of goods is due to poor infrastructure quality, and that paperwork, inspections, customs formalities – in short, regulatory constraints – are the main causes of delays.

This is why the European Union has funded several customs modernization projects in landlocked developing countries.

The European Union is also one of the main trading partners of the group of developing landlocked countries. In this context, the EU finances several projects in landlocked developing countries in the field of trade facilitation.

3/ Regional integration

Lastly, developing these countries goes through regional cooperation and integration channels. We note that developing landlocked and transit countries belong to dynamic regional organizations, which attract more FDI and integrate more efficiently into regional transport infrastructure networks. The European Union provides an example of regional integration, which has contributed to the economic expansion of several of its landlocked Member States. Other examples – i.e. that of ECOWAS or the Greater Mekong – show why it is worthwhile to strengthen this level of cooperation.

Mr. President,

To implement these points, the European Union shall do its share of work. However, these landlocked or transit countries are primarily responsible for their own development. To achieve this, they must unite and work together for their common development. As is demonstrated by this declaration we are preparing to adopt, these countries intend to assume this responsibility.

Thank you.